



OCTOBRE
2023

Un pays profondément déstabilisé

Fragmentation politique et polarisation
dans l'Allemagne d'aujourd'hui



Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

Philip MANOW

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n'est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0769-9

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Manifestation de l'AfD à Chemnitz, en Allemagne, le 1^{er} septembre 2018.

© knipsdesign/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Philip Manow, « Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui », *Études de l'Ifri*, Ifri, octobre 2023.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Le professeur **Philip Manow** est politologue à l'université de Brême ; il y mène ses travaux au Centre de recherche sur les inégalités et les politiques sociales (SOCIUM). Ses recherches et publications portent notamment sur le système politique de la République fédérale d'Allemagne et l'intégration européenne, sur le populisme et sur la démocratie représentative tant sur le plan théorique qu'empirique.

Résumé

Les élections régionales qui se sont déroulées le 8 octobre en Bavière et en Hesse ont vu l'Alternative für Deutschland (AfD), parti populiste de droite, progresser de façon spectaculaire. En Allemagne, 54 % de la population est insatisfaite ou très insatisfaite de la démocratie, pourcentage alarmant qui souligne le désenchantement à l'égard de la politique qui gagne le pays.

Cette déception affecte en profondeur le paysage politique allemand. La fragmentation croissante des partis politiques complique la formation de coalitions. Même la grande coalition rassemblant les deux partis traditionnels, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, autrefois dominante, ne parvient plus à rassembler une majorité de sièges.

Le système des partis politique allemand reflète ces évolutions. À son centre figurent des partis en déclin, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, auxquels s'ajoutent un parti libéral fragilisé, le Parti libéral-démocrate (FDP), qui peine à franchir la barre des 5 %, et les Verts, parti de la nouvelle classe moyenne. De surcroît, les populistes de droite se renforcent et un parti populiste de gauche, dont les jalons ont été posés avec « Bündnis Sahra Wagenknecht » (Alliance Sahra Wagenknecht) devrait être prochainement créé.

Alors que les partis centristes traditionnels ainsi que la vieille garde de la gauche connaissent une tendance à la baisse, le parti populiste de droite AfD a remporté un succès significatif, particulièrement dans les régions aisées du sud de l'Allemagne, telles que la Bavière et le Bade-Wurtemberg, mais aussi en Saxe dans l'est du pays. Cela reste souvent peu remarqué (et encore moins expliqué) dans les débats habituels qui se concentrent sur les disparités entre l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est. La division entre le Nord et le Sud se double d'une disparité économique, remettant en question l'explication fréquemment apportée selon laquelle le populisme émanerait de la protestation des laissés-pour-compte et des exclus de la modernisation. Contrairement à la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis, l'Allemagne ne montre pas de clivage net entre les zones urbaines et rurales dans le soutien aux partis populistes de droite.

Ceci s'explique en partie par le fait que les électeurs de l'AfD sont motivés par des convictions qui vont au-delà des disparités régionales. L'Allemagne a récolté les fruits de la mondialisation depuis 2005, en tirant profit de son modèle économique fortement internationalisé et notamment de ses relations étroites avec la Chine. Cependant, cette dynamique pourrait évoluer à la lumière des changements dans le paysage économique et géopolitique mondial, qui font craindre les effets d'un choc chinois auquel

l'Allemagne pourrait se voir confronté. Les anciens bénéficiaires de la mondialisation pourraient désormais devenir des perdants. Dans ce contexte le discours anti-mondialisation gagne du terrain. Les électeurs de l'AfD, qui considèrent que le projet d'intégration européenne est l'un des maux à combattre, sont particulièrement sensibles à ces évolutions.

Abstract

On the occasion of the state elections in Bavaria and Hesse on October 8th, the right-wing populist party Alternative für Deutschland (AfD) was able to score significant gains in votes.

In Germany, 54 % of the population is dissatisfied, or very dissatisfied, with democracy. This alarming figure underscores the growing disenchantment with politics in the country.

The disillusionment of the citizens has a deep effect on Germany's political system. The formation of coalitions is becoming more complicated due to the increasing fragmentation of political parties. Even the once dominant 'Grand Coalition' between the two traditional parties, the Christian Democrats and the Social Democrats, often fails to gather a majority of seats.

The German party system reflects these developments. It consists of dwindling centrist parties, the Christian and Social Democrats. In addition, there is a fragile liberal party, the Freie Demokratische Partei (FDP), which often hovers around the five percent threshold, as well as the Greens, a party of the new middle class. Additionally, there are strengthening right-wing populists and possibly soon a new left-wing populist party.

While the 'old' centrist parties as well as the 'old Left' are following a downward trend, the right-wing populist party AfD has achieved considerable success, especially in affluent regions in southern Germany, such as Bavaria and Baden-Württemberg, as well as in Saxony. This is rarely noted (and even less explained) in the usual debate focusing on the differences between West and East Germany. The North-South divide is simultaneously a prosperity divide, which contradicts common explanations that populism is the protest of the dispossessed and those left behind by modernization. Unlike countries such as France, the United Kingdom, and the United States, Germany does not exhibit a pronounced difference between urban and rural areas in the choice of right-wing populist parties.

Part of this is because AfD voters are motivated by beliefs that go beyond regional disparities. Germany has reaped the benefits of globalization since 2005, by taking advantage of its highly internationalized economic model and, in particular, its closed ties with China. However, this might change with the shifting global economic and geopolitical landscape, which raises fears of the impacts of a "China shock" that Germany could face. In this context, anti-globalization

narratives tend to grow. AfD voters who view the European integration project, as one of the ills that need to be challenged, are particularly sensitive to these developments.

Sommaire

INTRODUCTION : CONFIANCE POLITIQUE EN DÉCLIN, PERCEPTION DE CRISE OMNIPRÉSENTE.....	9
UNE FRAGMENTATION POLITIQUE <i>A POSTERIORI</i>	12
LA MONTÉE DU POPULISME EN ALLEMAGNE : DES ÉLÉMENTS D'EXPLICATION INATTENDUS	20
LE POPULISME EN EUROPE : UNE NORMALISATION <i>A POSTERIORI</i> POUR L'ALLEMAGNE	28
BIBLIOGRAPHIE	33

Introduction : confiance politique en déclin, perception de crise omniprésente

Grâce à une économie robuste, un système politique efficace et un État performant, l'Allemagne semblait garantir à ses citoyens un niveau de stabilité conséquent. Néanmoins le pays s'est, depuis quelques années, fortement transformé et se retrouve démuni face aux défis qui l'attendent. Il lui a fallu renoncer en un laps de temps très court à des postulats fondateurs de sa politique d'après-guerre. La politique étrangère qui, dans le prolongement de l'Ostpolitik social-démocrate du début des années 1970, misait jusqu'à la fin de l'année 2021 – soit bien après l'occupation de la Crimée – sur l'intégration pacifique de la Russie dans un ordre de paix européen, apparaît aujourd'hui comme un aveuglement fatal au regard des visées expansionnistes que la Russie a si durablement nourries.

Sur le plan de la politique intérieure, le pays fait face depuis 2013 au défi considérable que représente l'émergence d'un parti populiste de droite. La politique d'exclusion stricte, de prise de distance résolue et de surveillance par l'Office fédéral de protection de la Constitution n'a pas remporté le succès escompté, bien au contraire. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) recueille actuellement entre 19 et 23 % d'intentions de vote au niveau fédéral. De nombreux sondages la placent juste derrière l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU)/l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU), voire récemment devant le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) qui tient actuellement les rênes du gouvernement fédéral.

Lors des élections régionales du 8 octobre en Bavière et en Hesse, les populistes de droite ont enregistré une forte progression en termes de suffrages. En Hesse, ils deviennent le premier parti d'opposition, distançant leurs rivaux d'un certain nombre de points. En Bavière, ils talonnent les Freie Wähler, résultat somme toute très bon dans la mesure où ceux-ci s'adressent à un électorat relativement proche et ont eux-mêmes marqué une progression significative.

Dans les *Länder* de l'est de l'Allemagne, Saxe, Thuringe et Brandebourg, où les élections auront lieu en septembre 2024 (le 1^{er} septembre pour la Saxe et la Thuringe, le 22 pour le Brandebourg), l'AfD se classe, parfois avec un écart très net, devant tous les autres partis, pouvant amener à ce que sa participation à la formation des gouvernements des *Länder* s'impose. À moins que l'ensemble des autres partis n'y fasse

obstacle en formant une coalition à l'envergure inédite. Une telle coalition pourrait renforcer la crédibilité de l'AfD en tant qu'alternative n'appartenant pas aux partis établis que peu de choses différencient et qui participent à un système perçu comme inamovible. La Thuringe, où un gouvernement minoritaire de gauche dépend de quatre voix issues de l'opposition (AfD, CDU ou FDP), illustre d'ores et déjà les tensions et les distorsions qu'engendrent de telles configurations, et leurs répercussions permanentes sur la scène politique fédérale.

La politique intérieure a également été marquée par la crise financière et la crise consécutive de l'euro (à partir de 2010), la crise migratoire (à partir de 2015), la pandémie du coronavirus (2020-2021) puis la guerre en Ukraine (2022), avec en toile de fond une crise climatique aux proportions toujours plus importantes. Autant de défis que, de l'avis d'une part croissante de la population, ni l'État ni le gouvernement ne sont en mesure de relever. La confiance dans ces institutions a chuté de manière dramatique. Un sondage des fondations Friedrich Ebert et Körber en août 2023 faisait état du fait qu'une majorité de 54 % de la population allemande se déclare peu ou pas du tout satisfaite du système démocratique¹. Une majorité « a perdu confiance dans le pays et estime actuellement que l'Allemagne n'a pas la capacité ni la volonté de défendre ce qui fait sa force » (Köcher, 2023).

Dans une perspective européenne, ces tendances ne constituent certes pas une exception allemande. Elles s'inscrivent dans une « nouvelle réalité » née des crises qui se chevauchent. Avec des pourcentages de voix semblables à l'AfD, les Démocrates de Suède et les Vrais Finlandais sont actuellement membres du gouvernement ou le tolèrent ; l'Italie est dirigée par une populiste de droite et l'accession de Marine Le Pen (Rassemblement national) à la présidence française n'est pas à exclure. Les populistes de droite sont au pouvoir en Pologne et en Hongrie même si l'issue des élections parlementaires polonaises du 15 octobre que le parti Droit et Justice n'a pas remportées, laisse présager un changement gouvernemental en Pologne.

Mais du fait de son histoire et marquée par une tradition de « démocratie défensive » (Müller, 2013), l'Allemagne éprouve ces évolutions comme particulièrement critiques et comme annonciateurs d'un déclin et d'un irrémédiable déclin. De nombreuses certitudes se trouvent ébranlées. Sur le plan économique, l'Allemagne est à nouveau qualifiée d'« homme malade de l'Europe » (comme déjà entre 2000 et 2005). Certes, en comparaison de la France, fragilisée par de violentes

1. À la question : « Les responsables politiques et médiatiques vivent dans leur monde, d'où ils regardent de haut le reste des citoyens », 71 % des sondés ont répondu par l'affirmative ; 50 % estiment que l'Allemagne « n'est pas armée pour faire face aux grands bouleversements de notre époque » (seuls 28 % soutenant l'inverse). Disponible (en allemand) sur : <https://koerber-stiftung.de>.

manifestations contre la réforme des retraites portée par Emmanuel Macron, la situation politique intérieure en Allemagne peut sembler relativement stable. Mais le pays est gagné par un sentiment de crise. Ceci peut sembler paradoxal, tant l'Allemagne a encore de forts atouts à son actif. Mais les jugements, bien que subjectifs, et les opinions collectives quoique fluctuantes, ont tendance à faire autorité et à devenir autoréalisatrices. Néanmoins, il importe de prendre au sérieux ce malaise généralisé qui peut aussi être l'indice de dysfonctionnements réels et de lacunes graves de l'État et de la sphère politique.

Une fragmentation politique *a posteriori*

L'Allemagne connaît depuis les années 1980 une fragmentation croissante de son système de partis politiques à l'instar d'autres pays européens, où ce phénomène s'est manifesté plus tôt. Trois nouveaux venus sont apparus dans le paysage électoral. Tout d'abord les Verts (Die Grünen) dans les années 1980. Puis, après la réunification, le PDS (Partei des demokratischen Sozialismus – Parti du socialisme démocratique), héritier du parti communiste est-allemand SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands), qui fait son entrée dans l'échiquier politique de la République fédérale et renforcera par la suite son assise en fusionnant en 2005 avec le parti ouest-allemand WSAG (Arbeit und soziale Gerechtigkeit – Die Wahlalternative [Travail et justice sociale – L'alternative électorale]) pour devenir Die Linke (La gauche). Enfin, l'AfD qui marque des succès électoraux dans le sillage de la crise de l'euro puis de la crise migratoire. Après une première percée lors des élections européennes de 2014, ce parti s'impose à toutes les élections régionales, pour finalement composer un groupe politique au Bundestag : en 2017, il représente le troisième groupe parlementaire devant les libéraux, la gauche et les Verts ; après les élections de 2021, le cinquième groupe parlementaire, devançant seulement la gauche.

Ce triple développement remodèle profondément le système politique. Le système politique est réparti entre cinq et six partis à l'heure actuelle alors que naguère la démocratie chrétienne, les libéraux et la social-démocratie dessinaient un paysage électoral stable et lisible de « deux partis et demi ». Ce paysage assurait l'alternance démocratique dans l'Allemagne de l'Ouest grâce aux alliances successives du FDP libéral tantôt avec les chrétiens-démocrates, tantôt (en 1969-1982) avec les sociaux-démocrates. Cette fragmentation est lourde de conséquences, notamment au niveau des *Länder* où elle est encore plus marquée : la formation de coalitions devient plus difficile, l'hétérogénéité politique des gouvernements augmente, entraînant une instabilité gouvernementale ; même la grande coalition des deux anciens partis populaires, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, ne parvient plus à toujours assurer la constitution d'une majorité parlementaire ; la volatilité de l'électorat augmente et l'attachement aux partis diminue.

Le système électoral mixte allemand, qui fait la part belle au principe de proportionnalité (Manow, 2016), introduit toutefois avec le seuil des 5 % un élément de disproportionnalité destiné à éviter une trop grande

dispersion des partis. Il s'agit là d'un des enseignements tirés en 1949 de l'instabilité de la République de Weimar, victime de la trop grande fragmentation de ses partis. Or, fait notable, l'implantation de nouveaux partis dans l'échiquier électoral s'est faite à la faveur d'un contournement ou d'une suspension des restrictions prévues par le droit électoral allemand. La première élection directe au Parlement européen, en 1979, prévoit certes un seuil de 5 % pour les partis allemands, identique à celui qui prévaut pour les élections au Bundestag. Mais contrairement à la législation allemande le droit électoral européen autorise des panachages entre plusieurs listes. Cela permet à une alliance entre mouvements antinucléaire et pacifiste de se présenter et de remporter plusieurs sièges au Parlement européen. Fort de ce succès, le parti Vert entrera en lice un an après sa création, en 1980, lors des élections fédérales. Il fera son entrée au Parlement de Bonn, trois ans après, lors des élections anticipées de 1983. C'est un premier coup porté au système des « 2 partis et demi » qui a dominé l'Allemagne fédérale pendant les trois premières décennies d'après-guerre.

L'étape suivante est franchie lors des élections de 1990 suivant la réunification : la Cour constitutionnelle fédérale ordonne l'application séparée du seuil de 5 % pour les anciens et les nouveaux *Länder*, ce qui permet au PDS, successeur du SED de faire son entrée au Bundestag (avec 17 députés pour seulement 2,4 % des voix au niveau national !)². C'est encore cette application séparée qui permettra à l'Alliance 90 (Bündnis 90), parti est-allemand fédérant des mouvements d'opposition militant en RDA pour les droits civiques, l'environnement et la paix, d'envoyer huit députés au Bundestag malgré un score de 1,2 % des voix allemandes. En revanche, son « parti frère » ouest-allemand, les Verts, rate le seuil des 5 % imposé à l'ouest puisqu'il n'atteint que 3,8 % des voix. Les deux partis ne tardent pas à réparer cette erreur initiale de ne pas avoir fusionné avant les élections. Ils forment donc un parti couvrant l'ensemble de l'Allemagne qui, en 1994, fait son entrée au Bundestag sous le nom d'Alliance 90/Les Verts (Bündnis90/ Die Grünen) avec 7,3 % des voix.

Une fois élu au Bundestag, un parti a de fortes chances de se maintenir dans le paysage politique, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, l'Allemagne est très généreuse en matière de financement des partis politiques. Ensuite, la présence au Bundestag suscite une plus grande attention de la part des médias. Enfin, le fédéralisme allemand permet généralement aux partis de subsister au sein des parlements des *Länder*

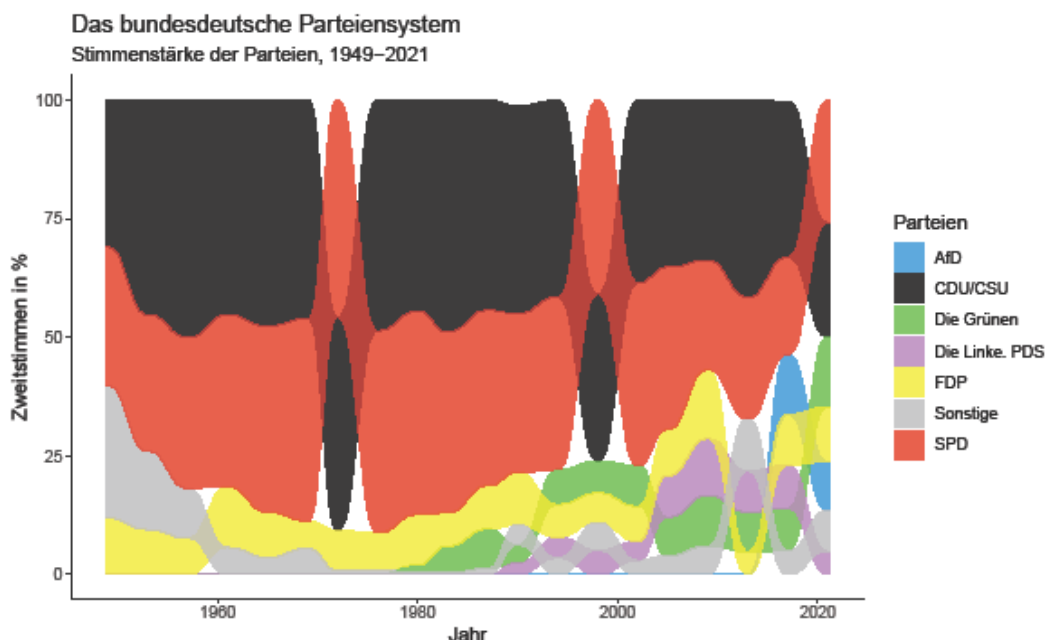
2. La règle du mandat de base, autre disposition du droit électoral allemand, qui aurait permis de remporter des sièges au Bundestag proportionnellement aux « secondes voix » [*voix attribuées aux candidats des Länder, NdT*] obtenues en cas d'obtention d'au moins trois mandats directs, n'a pas profité en 1990 au PDS, maître d'une seule circonscription. Par la suite (lors des élections fédérales de 1994 et de 2021), elle a permis à Die Linke d'entrer au Bundestag – et la plupart des observateurs considèrent qu'en adoptant la réforme de la loi électorale fédérale qui supprime cette disposition, la coalition actuelle a porté un coup sévère, voire fatal, à Die Linke. Le parti se situe actuellement entre 4 et 5 % dans les sondages nationaux.

dans les périodes où ils ne sont pas représentés au niveau national. Ainsi le PDS, les Verts et le FDP ont-ils réussi à réintégrer le Bundestag en franchissant la barre des 5 % après avoir échoué en 2002 (PDS), 1990 (Verts dans les anciens *Länder* de l'Ouest) et 2013 (FDP). Il arrive aussi que les partis minoritaires soient portés par l'actualité : L'« Agenda 2010 » du gouvernement rouge-vert, réforme radicale de l'État-providence aux implications parfois douloureusement ressenties, a assuré au parti Die Linke, une confortable entrée au Bundestag en 2005 ; quant à l'AfD, elle a fait son retour en 2017 à la faveur de la crise migratoire, alors même que la crise de l'euro qui avait motivé sa création s'était déjà largement résorbée³.

Mais indépendamment des enjeux conjoncturels, ce sont aussi les mécanismes de la législation électorale allemande, aux règles généreuses pour les partis ayant su franchir les obstacles initiaux, ainsi que les opportunités offertes par le fédéralisme allemand et le système européen à plusieurs niveaux, qui provoquent un « effet de cliquet », propice à la fragmentation des partis. Une fois franchis les obstacles de la représentation parlementaire, qui résident notamment dans la nécessité de convaincre les électeurs qu'ils ne gaspilleront pas leur voix en votant pour un parti nouveau et encore modeste, un parti a nettement plus de chances de se maintenir sur l'échiquier politique que de disparaître. En cela, l'Allemagne connaît d'ailleurs une évolution différente de celle de la France ou de l'Italie, où la création de nouveaux partis est plus rapide, mais leur disparition tout autant. L'Allemagne présente donc une fragmentation croissante des partis (voir graphique 1). Cette dispersion affecte considérablement la formation de coalitions et compromet la stabilité politique nationale. Ces incertitudes sont d'autant plus fortes avec l'apparition d'un « parti paria » qui tend à rattraper les anciens « partis populaires » en termes de suffrages et qu'aucun autre parti n'est disposé à côtoyer au sein d'une coalition.

3. A. Gauland a ainsi qualifié la crise migratoire de 2015 de « cadeau à l'AfD ». Disponible (en allemand) sur : www.spiegel.de.

Graphique 1 : Poids politique des partis, des premières (1949) aux dernières (2021) élections fédérales



Source : représentation personnelle de l'auteur.

L'AfD, le dernier venu dans l'échiquier politique, émerge à la faveur de la suppression partielle des seuils prévus par le droit électoral allemand, à l'instar des Verts au début des années 1980 ou du PDS (plus tard Die Linke) au début des années 1990.

Le parti trouve sa genèse dans le contexte de la crise de l'euro, qui voit naître une vague de protestation contre la politique de sauvetage de la zone euro menée par le gouvernement fédéral, contre la violation des règles de non-renflouement du traité de Maastricht et contre le spectre d'une solidarité financière européenne. Lors des élections fédérales de 2013, l'AfD échoue de peu son entrée au 18^e Bundestag : ayant obtenu 4,7 % des voix, elle n'a raté la barre des 5 % que de 125 000 voix. Mais elle parvient à faire son entrée un an plus tard au Parlement européen, où elle obtient sept sièges. Car en 2011, la Cour constitutionnelle fédérale allemande a déclaré inconstitutionnel le seuil de 5 % pour les élections européennes, de sorte que celles-ci s'organisent en 2014 (puis en 2019) sans aucun seuil pour les partis candidats allemands. L'introduction d'un seuil de 3 %, qui aurait dû remplacer le premier seuil abrogé de 5 % juste avant les élections européennes, a pour sa part également été rejetée par la Cour constitutionnelle fédérale. Lors des élections de 2014, un quorum de fait (naturel) de 0,5 % des voix suffisait donc pour obtenir un mandat à Bruxelles. L'Allemagne disposant de 96 sièges au Parlement européen et comptant près de 30 millions d'électeurs, 312 500 voix suffisaient à procurer un siège. Il est vrai que ces élections ont vu l'AfD remporter 7,1 % des voix, soit un résultat dépassant de toute façon les deux seuils invalidés

de 3 % et de 5 %. Cependant, la suppression de la clause de seuil pour les élections européennes n'était pas entièrement anodine, car les électeurs étaient d'emblée libérés de la crainte que leur vote puisse être gaspillé, une préoccupation qui aurait probablement coûté des voix à un nouveau parti tel que l'AfD si une clause de seuil avait été en vigueur.

Ainsi, comme dans le cas des Verts en 1979, les élections européennes et l'assouplissement des seuils d'entrée au Parlement européen (ainsi que la généreuse dotation en ressources des partis européens qui suit le succès électoral) contribuent à la fragmentation du système politique en Allemagne. Les populistes de droite parviennent *in fine* à s'imposer au niveau national lors des élections fédérales de 2017. Entre-temps, ils sont entrés dans les parlements de tous les *Länder* (actuellement, ils siègent dans 14 des 16 *Länder*, les exceptions étant Brême, où les listes proposées pour les dernières élections municipales de 2023 n'étaient pas valables, et le Schleswig-Holstein, où l'AfD n'a pas atteint la barre des 5 %⁴).

C'est précisément cette corrélation entre des élections européennes faciles à remporter et les élections nationales qui s'ensuivent qui semble inspirer la stratégie de Sahra Wagenknecht quant à l'émergence d'un nouveau parti qui devrait être prochainement créé suite à la création de l'« Alliance Sahra Wagenknecht » le 23 octobre rassemblant les mouvances de gauche et de gauche populiste⁵. Elle mise visiblement sur un succès de son nouveau parti lors des élections européennes de juin 2024, qui prévoient désormais un seuil de 2 % en Allemagne. Le parti pourrait dès lors bénéficier d'une visibilité médiatique amplifiée par son succès lui permettant de faire son entrée dans les parlements de Saxe, de Thuringe et de Brandebourg – jalon décisif vers un succès aux élections fédérales de 2025.

La concrétisation d'une telle hypothèse engendrerait une nouvelle fragmentation de l'échiquier politique allemand (Klingemann et Wessels, 2001) – sauf à considérer que la consécration d'un tel parti s'accompagnera probablement de la chute du parti Die Linke, de sorte que la taille effective

4. L'AfD siège au Parlement du Bade-Wurtemberg depuis 2016, de la Bavière depuis 2018, de Berlin depuis 2016, du Brandebourg depuis 2014, de Brême entre 2015 et 2023, de Hambourg depuis 2015, de la Hesse depuis 2018, du Mecklembourg-Poméranie occidentale depuis 2016, de la Rhénanie du Nord-Westphalie depuis 2017, de la Basse-Saxe depuis 2017, de la Rhénanie-Palatinat depuis 2016, de la Sarre depuis 2017, de la Saxe depuis 2014, de la Saxe-Anhalt depuis 2016, du Schleswig-Holstein entre 2017 et 2022 et de la Thuringe depuis 2014.

5. Ce lien entre élections européennes et nationales ne constitue pas une singularité allemande. Il est éminemment paradoxal que l'Union européenne contribue à l'essor de ces nouveaux partis souvent anti-européens. De façon analogue, le système de représentation proportionnelle aux élections européennes en France et en Angleterre a permis à des partis comme le Front national (aujourd'hui Rassemblement national), Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) ou le parti du Brexit de s'affirmer aux élections européennes là où les règles du scrutin majoritaire en vigueur dans leurs pays les en auraient empêchés. Leur assise au Parlement européen leur a ensuite permis de peser sur les débats politiques nationaux. L'UE favorise en somme de manière paradoxale le succès de ses adversaires.

des partis en place (Laakso et Taagepera, 1979) pourrait rester constante en dépit de la création éventuelle d'un parti populiste de gauche.

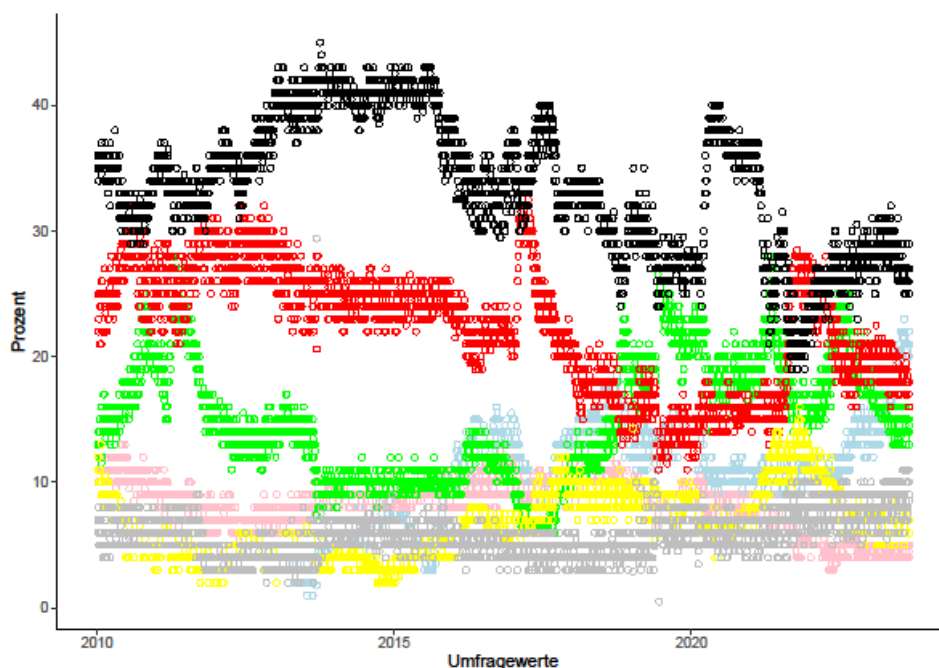
Le paysage politique allemand a donc nettement perdu en lisibilité : y figurent aujourd'hui deux anciens partis populaires de centre-droit et de centre-gauche en déclin constant, les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, ainsi qu'un parti libéral, le FDP, qui peine à franchir la barre des 5 %, et un parti porté par la nouvelle classe moyenne, les Verts, qui, malgré quelques envolées dans les sondages, n'est pas parvenu à faire la preuve de sa stabilité au-dessus ou en dessous d'un potentiel électoral de 15 % lors des différentes élections fédérales et régionales. Sur leurs flancs se sont développés deux partis populistes de droite et de gauche aux trajectoires contrastées. Le premier enregistrant une forte progression et le second (Die Linke) un recul constant⁶.

Les Freie Wähler, devenus une force régionale importante lors des élections régionales de ces dernières années, pourraient aussi décider de se présenter aux élections fédérales de 2025 (option que leur ouvrent leurs très bons résultats aux élections régionales bavaroises ; leur chef de file local est également leur président fédéral). L'essor des populistes de droite, même dans son ampleur actuelle, n'est certes pas exceptionnel rapporté à la situation qui prévaut en Europe. Mais en Allemagne, où l'appareil politique repose depuis longtemps sur des coalitions bipartites stables, et où l'on se plaît à croire à la stabilité politique et à la prospérité économique, cette évolution fait figure de catastrophe. Les appréhensions ne sont pas dénuées de fondement, car de nombreuses institutions allemandes, de la Cour constitutionnelle à la radio-télévision publique, ne sont pas adaptées à ce degré de fragmentation politique et de polarisation du débat. Leur fonctionnement se voit donc remis en cause et se trouve de plus en plus fragilisé. Ainsi a-t-on pu dire à propos de la situation actuelle en Allemagne que « quand la politique dérape, ce sont toutes les institutions qui dérapent avec elle » (Christoph Möllers).

Rien de surprenant non plus à ce que, dans un système à cinq ou six partis, les changements de camp des électeurs et les fluctuations des suffrages augmentent, et que la volatilité soit plus marquée dans l'ensemble (cf. graphique 2). Ces variations vont de pair avec des décisions électorales plus tardives, une moindre identification aux partis et une proportion croissante d'électeurs indécis jusqu'au dernier moment. En revanche, on ne constate pas de baisse de la participation, du moins dans les comparaisons sur le long terme, notamment parce que la forte politisation et la polarisation associées aux vagues de populisme ramènent vers la politique ceux qui marquaient une désaffection, une apathie ou un repli sur soi.

6. Dans une classification comparative, le parti Die Linke est qualifié de parti populiste de gauche (Roodujin *et al.*, 2019).

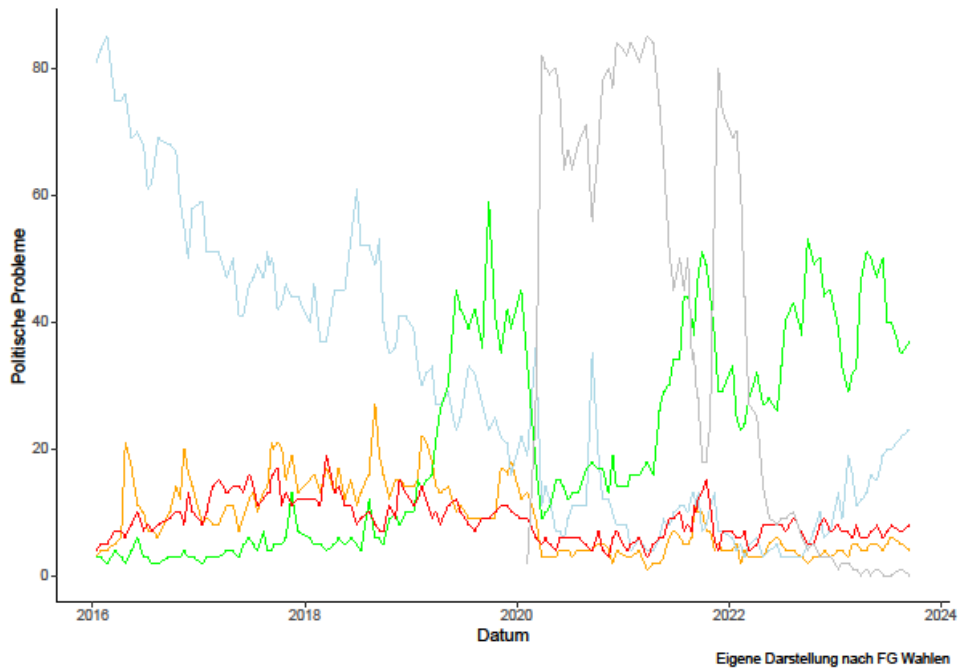
Graphique 2 : Scores dont sont crédités les partis dans les sondages (CDU, SPD, FDP, Verts, AfD, Die Linke, autres) entre 2010 et septembre 2023



Source : représentation personnelle de l'auteur.

À considérer enfin les discours actuels sur les sujets de préoccupation prioritaires, force est de constater que le thème de l'immigration revient en force dans le débat politique de l'Allemagne comme chez ses voisins, à côté de la question du changement climatique déclinée désormais sous l'angle d'une transition énergétique affectant fortement les moindres aspects de la vie quotidienne. Le thème de l'environnement ne présente donc plus une thématique porteuse pour les Verts, bien au contraire : il leur attire des griefs, notamment depuis les débats houleux autour de la loi sur l'efficacité énergétique, qui impose aux propriétaires de maisons des mises aux normes à très court terme. La thématique a donc servi davantage les franges populistes. Dans ce contexte, rien ne laisse présager à court terme un reflux marqué des tendances à la polarisation et à l'érosion du centre dans le paysage politique allemand.

Graphique 3 : Les enjeux politiques prioritaires en Allemagne, résultats de sondages menés depuis 2016 (Migration ; Covid ; climat ; justice sociale ; retraites)



Source : représentation personnelle de l'auteur.

La montée du populisme en Allemagne : des éléments d'explication inattendus

Sans surprise, le succès électoral d'un parti de droite populiste en Allemagne a suscité non seulement l'attention et la préoccupation internationales, mais aussi des travaux de recherche considérables. Ils se consacrent en particulier à l'identification des facteurs de son succès, et notamment au profil de ses électeurs (plus souvent, de fait, électeurs qu'électrices), à leurs motivations et à leurs attitudes. La recherche empirique a examiné tous les facteurs imaginables de l'émergence du populisme⁷ : sexe, âge, niveau d'éducation, confession, lieu de résidence et de travail (y compris distance de l'hôpital le plus proche), niveau de revenus, statut professionnel et dépendance vis-à-vis des transferts sociaux, variables contextuelles telles que le pourcentage d'étrangers ou le solde migratoire de la région, large gamme d'attitudes (tels que penchants autoritaires, xénophobie, narcissisme) – sans oublier des variables historiques telles que l'intensité du *Kulturkampf* entre l'État et l'Église catholique dans le dernier tiers du XIX^e siècle (Haffert, 2022b) ou le lien entre les suffrages obtenus par le parti national-socialiste en 1933 et les scores de l'AfD en 2017 (Cantoni *et al.*, 2019). La recherche sur les attitudes, notamment, achoppe sur le problème de fond de la sous-représentation criante des électeurs se réclamant de l'AfD dans les enquêtes courantes en sciences sociales (telles que le panel socio-économique [SOEP], Allbus, la *German Longitudinal Election Study* [GLES])⁸. Celle-ci s'explique notamment par l'auto-censure des répondants de crainte de l'« illégitimité sociale » de leur réponse, et par le refus de nombreux électeurs de l'AfD de participer à des enquêtes en sciences sociales perçues comme faisant partie du « système de l'élite » et qu'ils rejettent en conséquence.

Eu égard à ces biais, le croisement de données relatives aux procédures politiques, c'est-à-dire de statistiques électorales, avec des données structurelles et notamment des informations socio-économiques sur les « unités spatiales » dans lesquelles les données électorales sont disponibles, semble offrir des résultats à maints égards plus robustes et plus pertinents

7. À titre non exhaustif : Arzheimer, 2015 ; Arzheimer et Berning, 2019 ; Berbuir *et al.*, 2015 ; Bermann *et al.*, 2017 ; Diermeier, 2020 ; Hansen et Olsen, 2019 ; Lengfeld, 2017, 2018b, 2018a ; Lux, 2018 ; Manow, 2018 ; Manow et Schwander, 2020, 2022 ; Schmitt-Beck, 2014 ; Tutic et von Hermanni, 2018.

8. Une revue sociologique renommée a ainsi fait paraître un article dont les résultats (largement repris par les médias) reposent sur 58 observations, échantillon qui s'avère très vite singulièrement sous-dimensionné pour tester les différentes variables. (Voir Lengfeld, 2017a, 2018 ; Lux, 2018 ; Tutic et von Hermanni, 2018).

sur les déterminants du vote populiste de droite que les sondages courants en sciences sociales.

Ces données permettent notamment de mesurer les effets spatiaux et sociaux des mutations économiques en échappant à l'écueil qui consiste à présupposer qu'elles n'affectent que des individus – postulat habituellement associé aux données individuelles collectées dans les sondages (Manow, 2018). Prenons un exemple : la fermeture d'une grande usine se traduit localement par du chômage, que l'on pourra repérer sur la base du statut de chômeuse d'une personne interrogée si celle-ci se trouve figurer dans l'échantillon de l'enquête. Mais cette fermeture constitue en général un événement de portée régionale, dont les répercussions, loin de se limiter aux employés, touchent aussi, entre autres, les familles, le pouvoir d'achat de toute une région, et donc l'ensemble des commerçants, artisans, etc. Les données spatiales permettent de mieux cerner ces répercussions que les données issues d'un sondage.

En ce qui concerne la recherche sur les attitudes, le problème est que les attitudes politiques sont trop intrinsèquement corrélées aux actions politiques telles que le comportement électoral, et qu'elles sont donc susceptibles de conduire à des explications tautologiques. C'est ainsi que l'on risque de présenter comme « résultat de recherche » le constat que les personnes qui rejettent l'immigration votent pour des partis qui rejettent l'immigration, sans plus s'interroger sur ce qui a pu déterminer ce rejet. Le succès de l'AfD est ensuite « expliqué » par le grand nombre d'électeurs aux attitudes fautives.

Dans l'ensemble, les études empiriques qui concordent aboutissent à des résultats somme toute peu surprenants. L'analyse des élections fédérales de 2017 et 2021 montre (ce qui n'était pas forcément le cas en 2013, lorsque l'AfD se présentait plutôt en « parti de professeurs » eurosceptique) un électeur de l'AfD majoritairement de sexe masculin ; la propension à voter pour l'AfD diminue à mesure que s'élève le niveau de formation, et partant, de revenu. En revanche, les observations relatives à la tranche d'âge de l'électorat populiste de droite ne correspondent déjà plus tout à fait au postulat habituel d'un « homme blanc d'âge mûr » en mal de reconnaissance sociale et aux penchants autoritaires. Lors des dernières élections législatives, les observateurs ont constaté non sans surprise que le FDP et l'AfD étaient surreprésentés dans les suffrages des jeunes électeurs. Les récentes élections régionales en Hesse et en Bavière ont confirmé que de nombreux jeunes votent pour les populistes de droite, ce qui ne concorde pas avec la thèse d'un repli culturel. De même, de robustes résultats scientifiques réfutent l'hypothèse courante selon laquelle on trouverait essentiellement, parmi l'électorat de l'AfD, des laissés-pour-compte, des individus en situation de précarité, des perdants de la modernisation et de la mondialisation : les études ont ainsi prouvé que le chômage exerce une influence négative sur le vote pour l'AfD, et que si les électeurs au statut

élevé sont sous-représentés dans les suffrages pour ce parti, c'est aussi le cas des personnes appartenant aux catégories socio-professionnelles inférieures (cf. *infra*).

Pendant longtemps, les chercheurs ont entrepris d'opposer les facteurs culturels et économiques, produisant des raisonnements *a contrario* : ainsi, en l'absence de résultats probants quant à l'influence de la précarité économique sur le vote (ou l'intention de vote) en faveur des populistes de droite, ce vote était d'office mis sur le compte d'attitudes culturalistes (cf. dernièrement Diermeier, 2020). Et comme les attitudes politiques étudiées ont toujours été avec les comportements politiques étudiés (ici, le vote pour les populistes de droite), de nombreuses études se sont contentées d'expliquer les uns par les autres.

Ainsi l'image d'un électeur de l'AfD « rétrograde » et « animé par le ressentiment » s'est-elle rapidement imposée dans la recherche, puis dans le débat politique. Or cette vision découle pour partie de tautologies méthodologiques : si, dans l'étude GLES (*German Longitudinal Election Study*), l'indicateur d'une attitude nationaliste autoritaire est obtenu à partir des réponses à la question de savoir si l'on est favorable ou non à l'immigration, il est ensuite possible d'« expliquer » en toute rigueur le vote en faveur de l'AfD à partir d'attitudes socioculturelles. Or, le concept méthodologique utilisé en amont exclut l'hypothèse selon laquelle le refus de la politique d'accueil migratoire est dû à une inquiétude vis-à-vis la répartition des richesses.

Nonobstant ces écueils méthodologiques et conceptuels, les études ont toutefois démenti de façon concordante la supposée surreprésentation des laissés-pour-compte et des perdants de la modernisation ou de la mondialisation parmi les électeurs de l'AfD – ce qui, à l'aune des études comparatives internationales, constitue un fait significatif et notable (cf. *infra*). S'agissant de l'Allemagne, les explications simples axées sur l'augmentation des inégalités sociales ou sur l'expansion de l'emploi précaire ne semblent donc guère en mesure d'expliquer l'émergence du phénomène populiste. En règle générale, il est hasardeux d'imputer l'essor de l'AfD à la crise économique : la perception d'une menace de perte de son emploi n'a jamais été aussi faible en Allemagne qu'en septembre 2017 (Lengfeld, 2018b) – or les élections du 24 septembre ont vu l'AfD remporter 12,6 % des suffrages. Il paraît donc peu pertinent d'invoquer le principe de l'historien économique américain Barry Eichengreen selon lequel « les révoltes populistes ne se produisent que rarement lors de conjonctures économiques favorables » (Eichengreen, 2018) : cette explication peine à rendre compte aussi bien de l'évolution de l'Allemagne que de celle de la Pologne ou de la Hongrie⁹.

9. L'Allemagne connaît depuis 2005 une baisse continue du chômage et une croissance constante de l'emploi, avec une longue phase de croissance stable qui s'est récemment traduite par une évolution des

Au regard de l'évolution de la situation en France, mais aussi en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, des singularités se dégagent toutefois à propos de cette absence de données concluant à un phénomène de relégation due à la mondialisation. Car contrairement à ces pays, l'Allemagne ne présente pas de fortes disparités entre les villes et les campagnes en ce qui concerne le vote pour les populistes de droite. Cela s'explique certainement par la répartition du pouvoir politique et économique, nettement moins centralisé ou concentré au niveau régional. L'économie allemande, tissée de petites et moyennes entreprises et comptant de nombreuses entreprises familiales leaders sur le marché mondial dans des régions plutôt rurales comme la Westphalie, le Sauerland ou le Bade-Wurtemberg, distribue structurellement bien plus équitablement la prospérité économique dans le pays que ce n'est le cas en France ou en Grande-Bretagne où dominent les grandes métropoles (régions parisiennes ou londoniennes). Les mécanismes de compensation dont s'est doté le fédéralisme allemand atténuent les fortes disparités entre les régions, et entre villes et campagnes. Certes, ces clivages existent (Haffert, 2022a) et se renforcent davantage avec la transition vers l'économie de la connaissance, mais ils restent nettement moins prononcés en Allemagne et jouent donc un rôle moindre dans la distribution géographique de la contestation populiste – comparativement à la France, en tout cas.

Dans ce contexte, l'Allemagne a fortement tiré parti de la mondialisation depuis 2005 et n'a pas subi de choc dû à la concurrence chinoise qui aurait désindustrialisé des régions entières, à la différence de l'Angleterre (dans le nord du pays) ou des États-Unis (dans le Midwest, nouveau bastion de Donald Trump). Au contraire, l'économie allemande a considérablement profité de l'essor économique de la Chine après son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (tout comme elle a bénéficié de l'élargissement de l'UE à l'Est à partir de 2004, Marin 2010). Aussi est-il frappant que l'AfD ait réalisé de larges scores en 2017 dans les régions pourtant très prospères du sud de l'Allemagne, en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg, ainsi qu'en Saxe, et que ce phénomène se soit confirmé en 2021. Les débats sur la progression des populistes de droite se sont focalisés sur les disparités significatives entre les anciens et les nouveaux *Länder*, c'est-à-dire entre l'Ouest et l'Est ; le fait notable que l'Ouest comme l'Est sont marqués par un clivage Nord-Sud a nettement moins attiré l'attention – or celui-ci correspond lui aussi à un clivage en termes de

salaires réels. Il en va de même en Hongrie et en Pologne, marquées par une croissance soutenue et constante. Ces deux pays connaissent un développement économique très robuste sous la houlette de gouvernements populistes de droite (Hongrie depuis 2010, Pologne depuis 2015), avec des taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) respectifs de 5,4 % et 5,9 % en 2018 ! De 2015 à 2021, sous le mandat du PiS, le PIB moyen par habitant a augmenté en Pologne de 5 500 dollars US ; le gouvernement hongrois mené par le Fidesz depuis 2010 a atteint ce même chiffre. Un tel essor dément les explications mettant la montée des populismes sur le compte de chocs économiques.

prospérité (Manow, 2018, 2021), ce qui remet également en cause, pour le cas allemand, la thèse répandue selon laquelle l'électorat populiste rassemble les perdants de la mondialisation (voir par exemple Grande et Kriesi, 2012 ; Kriesi *et al.*, 2008a ; Kriesi *et al.*, 2008b). Mais le fait que cette prospérité soit désormais menacée, que le modèle économique allemand se heurte à la nouvelle conjoncture économique et géopolitique mondiale et soit soumis à une pression particulière pour s'adapter, et que les gagnants de la mondialisation d'hier puissent désormais se retrouver largement perdants (notamment du fait d'un reflux de la mondialisation), ne laisse rien présager de bon quant à l'ampleur des futures contestations populistes.

Le clivage Nord-Sud en Allemagne n'a pourtant guère jusqu'ici suscité d'intérêt dans le débat public, alors que l'attention se focalise toujours plus sur la disparité Ouest-Est. Celle-ci peut bien sûr être attribuée à des traits marqués des nouveaux *Länder* : moindre attachement aux partis politiques, faible identification à ces derniers, scepticisme à l'égard des instances étatiques. Mais les conséquences à long terme des mutations souvent extrêmement douloureuses survenues après 1990 pèsent encore davantage ; elles expliquent l'écart d'environ 10 à 12 points de pourcentage entre l'Est et l'Ouest dans la probabilité de voter pour l'AfD (Manow et Schwander, 2022¹⁰). Les autres facteurs du succès des populistes de droite restent à élucider.

L'analyse des données électorales et données structurelles socio-économiques, a montré, pour les élections fédérales de 2017, que le chômage et l'emploi marginal étaient négativement corrélés au pourcentage de « secondes voix » (*Zweitstimmen*, voix qui permettent de voter pour une liste de candidats présentée dans le cadre du *Land*) attribuées à l'AfD, alors que l'emploi traditionnel l'était positivement, et que les différents indicateurs d'exclusion, les différences entre les villes et les campagnes, les informations sur l'immigration et l'émigration, affectaient peu en définitive la variable dépendante (pourcentage de « secondes voix » obtenu par l'AfD). Ces résultats, et d'autres encore, indiquent qu'au plus tard à partir de la crise migratoire de 2015, le vote pour l'AfD traduit plutôt une attitude de rejet de l'immigration de la part de personnes intégrées dans le marché du travail, et non de la part de celles qui en sont éloignées (schéma que l'on retrouve dans d'autres pays européens, en particulier en Scandinavie (Dal Bó *et al.*, 2018). Ces observations sont corroborées par la distribution géographique de l'AfD, qui affiche une forte présence où le modèle industriel allemand continue de prospérer, à savoir dans le sud du pays, à la fois dans le sud de l'ouest (Bavière, Bade-Wurtemberg) et dans le sud de l'est, en particulier en Saxe (voir notamment Haffert, 2022a).

10. Ainsi, le chômage ne saurait en aucun cas expliquer le succès de l'AfD dans l'est de l'Allemagne en 2017, mais le taux de chômage en 2000 éclaire de manière très significative le vote AfD 17 ans plus tard (Manow, 2018, p. 90-95).

Si l'on applique aux élections fédérales de 2021 l'analyse des caractéristiques de l'électorat de l'AfD aux élections de 2017, afin de déterminer si les résultats de celles-ci se sont confirmés aux élections suivantes, on obtient les données suivantes (cf. tableau ci-dessous).

Variable dépendante	Pourcentage des secondes voix en faveur de l'AfD	Pourcentage des secondes voix en faveur de l'AfD
	2021	2017
Variables indépendantes		
Taux de chômage	-0.357*	-0.118
	(0.175)	(0.275)
Taux d'actifs soumis aux cotisations sociales	20.78***	19.17***
	(5.484)	(5.685)
Allemagne orientale (Simulation)	12.73***	12.81***
	(2.310)	(2.400)
Recette de l'impôt sur le revenu	-0.0115**	-0.000253
	(0.00412)	(0.000593)
Taux de chômage de longue durée	-0.000274	-0.0353
	(0.0114)	(0.0666)
Constante	3.554	1.504
	(2.749)	(4.191)
Observations	4.393	4.396
R²	0.772	0.651

Erreurs-types robustes entre parenthèses ; *** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1.

Source : représentation personnelle de l'auteur.

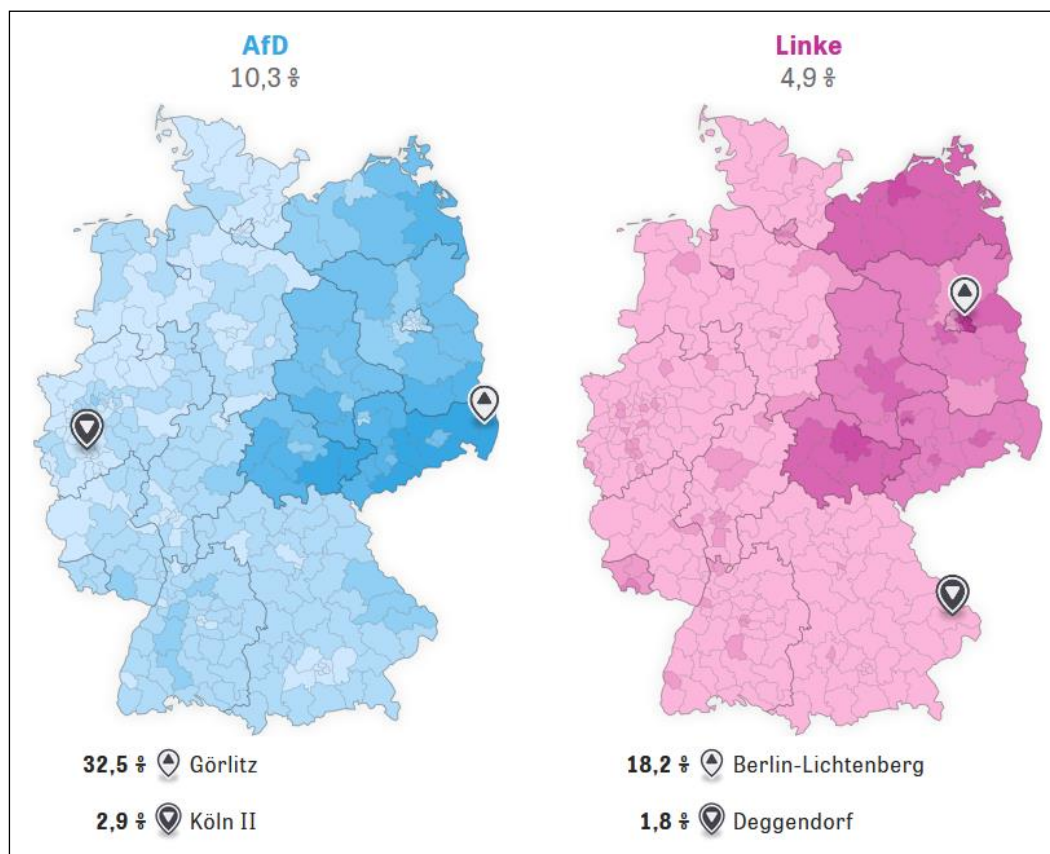
L'influence de facteurs économiques déterminés sur les différences de pourcentage de « secondes voix » obtenues par l'AfD dans près de 4 400 communautés de communes a été étudiée. Le tableau présente une comparaison entre les résultats des élections fédérales de 2017 et ceux des élections fédérales de septembre 2021, quatre ans plus tard. La comparaison entre les deux élections présente une image quasiment inchangée. L'ensemble des facteurs étudiés¹¹ produisent des données globalement similaires entre 2017 et 2021. Leur direction d'effet reste la même : positive, par exemple lorsqu'une part plus élevée d'actifs assujettis aux cotisations sociales dans les 4 400 associations de communes s'accompagne d'une part plus élevée de votes pour l'AfD ; ou négative, par exemple lorsqu'un taux de chômage plus élevé est corrélé à une part plus faible de votes pour l'AfD. Mais les intensités d'effet restent aussi sensiblement les mêmes. Par exemple, une hausse d'1 % du chômage entraîne en moyenne une baisse d'1/3 % (2017) ou d'1/10^e % des voix en faveur de l'AfD. En d'autres termes, on estime que si l'on compare une communauté de communes au taux de chômage moyen de 10 % à une communauté de communes au taux de chômage nul, le vote AfD devrait être inférieur de 3,3 % (2017) ou de 1 % (2021) dans la première.

Dans notre contexte, on ne retiendra toutefois pas des résultats isolés, mais l'image générale : la corrélation négative entre chômage de longue durée ou proportion d'emplois à temps partiel¹² et vote AfD, ainsi que la corrélation positive entre emploi soumis à cotisations sociales et vote AfD, démentent clairement la thèse selon laquelle l'AfD attirerait les laissés-pour-compte, les personnes précarisées et économiquement marginalisées. Naturellement, la disparité entre les votes de l'Allemagne orientale et de l'Allemagne occidentale est robuste (de l'ordre de 12 % de parts de votes pour l'AfD de plus à l'Est). Considérant l'analyse de la *German Longitudinal Election Study* et compte tenu de la répartition géographique des « secondes voix » (voir graphique 4), une interprétation se dégage, selon laquelle les membres de la classe moyenne inférieure et de la classe ouvrière expriment surtout depuis 2015 une opposition à l'immigration. Alors que dans l'ex-RDA, cette résistance se nourrit principalement du lourd héritage des mutations subies, traumatisme qu'ont réactivé des événements politiques tels que les réformes de l'Agenda 2010 ou la résolution sur l'ouverture des frontières en 2015 (Manow, 2018 ; Manow et Schwander, 2020 ; Manow, 2021), le rejet dans les *Länder* de l'Ouest s'explique par un sentiment croissant d'insécurité économique et sociale, et par la perception qu'en adoptant l'Agenda 2010, l'Allemagne a renoncé au modèle bismarckien de protection du statut social.

11. Ces facteurs sont le taux de chômage, taux d'actifs soumis aux cotisations sociales obligatoires, différence entre les zones électorales de l'Ouest et de l'Est, taux de chômage de longue durée, niveau de « richesse » d'une association de communes dont une variable comme les recettes de l'impôt sur le revenu fournit une approximation.

12. Non inclus dans le tableau de régression en raison de l'absence de données comparatives pour 2017.

Graphique 4 : Répartition géographique des « secondes voix » recueillies par l'AfD et Die Linke, élections fédérales 2021



Source : représentation personnelle de l'auteur.

La réunification est sans doute un événement *sui generis* ayant façonné une évolution allemande singulière.

Toutefois, cette peur du déclassement dans le contexte de réformes de l'État-providence ayant fortement réduit la protection sociale des travailleurs, associée à une forte migration, se retrouve également dans les pays scandinaves. Ceux-ci sont confrontés à des défis analogues en raison de leur modèle de croissance économique associé à un État-providence généreux favorisant structurellement la migration. La question se pose donc de savoir quels sont les points communs et les différences de la situation allemande par rapport à un contexte européen plus large. Aussi faut-il examiner les similitudes et les différences qui existent entre l'Allemagne et ses voisins européens.

Le populisme en Europe : une normalisation *a posteriori* pour l'Allemagne

Dans les publications scientifiques, l'essor des nouveaux partis protestataires de gauche et de droite est généralement analysé comme l'expression d'un nouveau clivage transnational (Hooghe *et al.*, 2002 ; Hooghe et Marks, 2009, 2017 ; Marks *et al.*, 2006) : ces partis mobiliseraient les perdants potentiels ou réels de la mondialisation, c'est-à-dire les citoyens estimant que leurs intérêts politiques et économiques ou leur identité sont lésés ou menacés par l'effacement des frontières nationales.

Si l'on analyse la contestation populiste essentiellement comme une réaction à la « déconsolidation » de l'État-nation (c'est-à-dire à sa perte en fiabilité/capacité de garantir la sécurité), à l'insécurité économique qu'elle engendre, à l'aliénation et à la perte de souveraineté politiques qu'elle provoque et au défi culturel qu'elle représente, alors cette corrélation devrait pouvoir être particulièrement bien étudiée là où la mondialisation est la plus avancée économiquement, politiquement et culturellement – soit dans le projet d'intégration européenne. Ils ont engendré une profonde amertume face à la promesse déçue d'une plus grande prospérité pour tous grâce à l'ouverture des frontières et à la libre circulation des biens, capitaux et personnes dans un marché intégré doté d'une monnaie commune, supervisées par une Commission guidée par l'intérêt général (Hooghe et Marks, 2017, p. 6-7).

La crise de l'euro est pourtant « seulement » un épisode – peut-être particulièrement dramatique – d'un processus de mondialisation et d'internationalisation qui dépasse le processus d'intégration européenne. Pour reprendre, toujours, la thèse scientifique courante, gagnants et perdants du nouveau système se regroupent derrière leurs partis respectifs le long d'une nouvelle ligne de fracture aux conséquences politiques de plus en plus lourdes. Elle oppose en l'occurrence les mondialistes/cosmopolites/intégrationnistes d'une part et les nationalistes/communautaristes/démarcationnistes d'autre part.

On a pu désigner ce clivage en termes plus vulgarisés comme l'opposition des « somewheres » et des « anywheres » (Goodhart, 2017) ou des anciennes et nouvelles classes moyennes (Reckwitz, 2017), c'est-à-dire d'une part les personnes moins mobiles et plus attachées à leur territoire, et d'autre part celles qui peuvent tirer parti de la multiplication des possibilités, notamment en matière d'études ou d'installation professionnelle à l'étranger.

Il semble toutefois problématique de considérer, comme point la plupart des ouvrages, que ce phénomène représente un nouveau conflit culturel, une nouvelle opposition entre démarcation et intégration, et entre autoritarisme et libertarisme (ou, pour reprendre les acronymes en vogue, les « GAL » (*green, alternative, liberal* [verts, alternatifs, libéraux]) et les « TAN » (*traditional, authoritarian, nationalist* [traditionnels, autoritaires, nationalistes])). Car ces interprétations sont manifestement entachées de contradictions. Les auteurs qui défendent la thèse d'un nouveau clivage culturel reconnaissent eux-mêmes que la mondialisation fait aussi des perdants sur le plan économique. L'articulation de la contestation de la mondialisation à une dimension culturelle reste inexplicée.

Pourquoi la thèse d'un clivage purement culturel pêche-t-elle ? Parce que c'est surtout en Europe et avec l'Europe que s'établit un nouveau niveau d'autorité politique et de souveraineté, un nouveau niveau situé « au-dessus » de l'État-nation. Or il s'agit là d'un processus qui, dans son principe, se situe au même niveau que le processus de formation des États du XIX^e siècle, qui a donné naissance aux États-nations, lesquels sont aujourd'hui en train de se « déconsolider ». Nous assistons donc actuellement à ce que l'on pourrait appeler une révolution dé-nationalisante, un contre-mouvement de l'essor de l'État-nation qui avait permis, dans les différents pays, de développer différents échiquiers politiques qui se sont attelés à résoudre les conflits entre le capital et le travail, entre la ville et la campagne, entre l'État et l'Église, entre le centre et la périphérie. L'établissement d'un nouveau niveau d'autorité et de souveraineté politique au-dessus de l'État-nation abolit, ou du moins soumet à une très forte pression d'adaptation, les solutions qui avaient été trouvées dans le cadre de la consolidation de l'État et de la révolution industrielle.

La fragilisation de l'autorité étatique actuelle doit donc être comprise comme un mouvement inverse au processus précédent de consolidation de cette autorité, déconstruction qui fait naître des clivages politiques majeurs.

La déconsolidation de l'État signifie donc le démantèlement des solutions politico-institutionnelles apportées dans le cadre de la consolidation de l'État à des dimensions cardinales de clivage politique. Le phénomène ne saurait être réduit, comme dans les études existantes mais aussi souvent dans notre débat public, à des conflits portant sur une dimension culturelle de la politique. Il ne s'agit pas de l'émergence d'un nouveau clivage culturel, opposant par exemple cosmopolites et communautaristes, mais d'une transformation et d'une reconfiguration potentielles de toutes les structures de clivage. En somme, les clivages sociaux subissent une transformation fondamentale.

Si tel est le cas, si nous assistons actuellement à une restructuration fondamentale de l'autorité politique. Quelles en sont les implications pour l'observation du paysage politique allemand en comparaison avec celui des autres pays européens ? Quelle nouvelle lecture se dégage de cette autre

interprétation des mutations à l'œuvre, sources de nouvelles lignes de fracture ? Tout d'abord, le piètre état des partis du centre-gauche et du centre-droit naguère portés par le suffrage populaire, c'est-à-dire le SPD et la CDU/CSU, pourrait s'expliquer par l'incompatibilité ou les incohérences d'un aspect de leur programme avec le modèle de la mondialisation (Hooghe et Marks, 2017). Ce modèle de mondialisation, en particulier sous sa déclinaison européenne, représente une combinaison spécifique de libéralisme économique et culturel (concept de « néolibéralisme progressif » élaboré par Nancy Fraser ; voir graphique 5). L'intégration néolibérale du marché (les « quatre libertés ») côtoie un projet progressiste de droits individuels placés sous la grande promesse de l'abolition des discriminations envers les individus. Pour les partis de gauche, c'est au contraire le modèle économique néolibéral qui entre en conflit avec leur propre programme.

L'impossibilité de définir une ligne claire et cohérente par rapport à un processus (néo)libéral transnational toujours plus puissant engendre un déclin électoral pour les deux partis, phénomène qui remonte aux années 1990. Ce qui apparaît comme une difficulté particulière des partis conservateurs par rapport au modèle européen/mondial s'applique dans une moindre mesure à la démocratie chrétienne, formation politique fondée dans le creuset post-national car née du conflit (confessionnel) entre l'Église catholique et l'État (se démarquant du projet internationaliste du communisme, la social-démocratie mise, depuis 1918 au moins, sur la réforme du capitalisme dans le cadre de l'État national).

Le malaise des anciens partis populaires provient notamment de la nécessité pour les partis centristes – exerçant ou escomptant exercer des responsabilités gouvernementales – de s'ajuster les uns aux autres tant sur le plan de leur positionnement et de leur programme que sur celui de leurs actes, compte tenu de la place croissante de la politique supranationale, car l'élaboration des politiques n'est plus guère de leur ressort dès lors que « le « niveau supérieur » supranational fait office de dépositaire de la responsabilité politique nationale, qui ne peut ou ne doit plus être exercée en tant que telle » (Streeck, 2021, p. 31). Élevée au niveau transnational, la politique se déprécie et se vide de son sens au niveau national.

En France, le déclin du Parti socialiste et des gaullistes illustre cette situation. Reste le combat mené par la droite et la gauche « anti-mondialistes » (Rassemblement national et France Insoumise). Et c'est dans le vide créé par l'implosion du centre qu'a percé le mouvement d'Emmanuel Macron, qui représente un milieu très à l'aise avec cette combinaison de politique économique (néo)libérale et de politique sociale libérale.

Les partis centristes dits autrefois « populaires », dans leur déclin, voient par ailleurs se détacher d'eux de nouveaux réservoirs d'électeurs potentiels que des rivaux, s'investissant dans la politique avec l'audace d'entrepreneurs, peuvent « siphonner » parce qu'ils sont en mesure de

formuler des positions (plus) cohérentes de rejet ou d'adhésion face aux nouvelles mutations transnationales. La « fermeture successive du marché de la mobilisation » (Stein Rokkan), c'est-à-dire l'établissement de relations stables entre les partis et leurs électeurs qu'on avait vu apparaître avec les systèmes politiques nationaux, a donc laissé la place à une phase d'ouverture, qui voit les électeurs tourner le dos aux anciens partis pour se tourner vers de nouvelles formations, favorables ou violemment opposées au double libéralisme du modèle de la mondialisation. Cependant, il s'agit désormais de processus d'adaptation induits non plus principalement par des changements socio-structurels (comme à la fin des années 1960 et au début des années 1970, dans le sillage de la « transition culturelle » (« *silent revolution* ») d'Inglehart, le processus de transition des valeurs), mais par une évolution de la responsabilité de la gestion politico-exécutive de structures sociales en grande partie données. C'est peut-être la raison pour laquelle nous peinons à déchiffrer ce processus, car il est l'expression non pas d'une profonde mutation sociale, mais d'une profonde mutation politique.

La France et l'Allemagne développent donc une évolution parallèle avec l'érosion du centre modéré et l'essor des franges de gauche et de droite, dont les programmes convergent dans leur rejet du modèle de la mondialisation, et qui présentent ainsi toutes deux un contre-programme cohérent. Une ligne socio-économique de gauche associée à une ligne socio-culturelle de droite (en opposition au programme pro-européen de droite et de gauche favorable à des options socio-économiques de droite et socio-culturelles de gauche). Telle est la nouvelle clé de l'équation/formule gagnante du populisme. En France, le mouvement des Gilets jaunes a par ailleurs donné voix à un affrontement marqué entre villes et campagnes que l'Allemagne ne connaît pas dans les mêmes proportions. Face à ce camp, on trouve une nouvelle gauche, représentée en Allemagne par les Verts et en France par le parti présidentiel Renaissance, affichant tantôt ouvertement, ou exprimant tantôt plus discrètement son adhésion à la combinaison de politiques économique et sociale libérales, position en laquelle les populistes voient une adhésion cohérente au modèle de la mondialisation et dont ils pourraient tirer profit en période de dissolution de l'État-nation.

La dispersion et l'éclatement des partis politiques, qui se traduit en France notamment par le succès de La France insoumise et du Rassemblement national, opposés au modèle de la mondialisation, se manifestent de façon simultanée et analogue en Allemagne, avec l'AfD et Die Linke (ou un potentiel futur parti de Sahra Wagenknecht dont le positionnement serait plus clairement antimondialiste). On constate ici aussi une forte similitude des programmes. Dans les deux pays, un conflit ville/campagne gagne en intensité, quoiqu'il présente des degrés de radicalisation et d'importance différents (en France avec la protestation des Gilets jaunes, en Allemagne avec la montée des Freie Wähler).

Les évolutions sous-jacentes s'inscrivant dans le long terme, il n'existe pas de solution simple ou rapide aux conflits actuels, dont le populisme constitue une manifestation. Il est évident que les systèmes politiques nationaux retrouveraient une meilleure capacité de réaction aux conflits politiques si l'État national (re)devenait maître des décisions politiques. On peut considérer que cela n'est ni souhaitable ni possible face à certains enjeux majeurs de notre époque, tels que le climat ou les défis géopolitiques. Il est clair en outre que si les prérogatives décisionnelles revenaient à l'échelon national, les bénéfices qu'apportait la mondialisation en termes de prospérité – et qui la légitimaient jusqu'en 2008-2010 – risqueraient de disparaître. Le Brexit et ses conséquences témoignent du coût économique élevé de l'objectif politique du « *Take back control* » [« Reprenons le contrôle »]. Quoi qu'il en soit, le phénomène populiste semble parti pour durer avec la conjoncture actuelle tendue. Dans ce contexte, l'évolution que connaît l'Allemagne représente plutôt une « normalisation » qui rapproche sa situation de celle de ses voisins. Elle rejoint ainsi la « normalité » du contexte exceptionnel où se trouve la politique européenne depuis un certain temps. En Allemagne, cette tendance est ressentie comme un choc politique majeur.

Pour les élections européennes de 2024, tout porte à croire – sans grand risque d'erreur – que les opposants populistes de gauche et de droite remporteront bien davantage de sièges qu'ils n'en détiennent, mais que ce sera également le cas des partis (surtout de la nouvelle gauche) qui, sur le plan socio-économique comme socio-culturel, adhèrent avec ardeur au projet (néo-)libéral qu'est l'Union européenne. Le « vieux » centre composé du Parti socialiste européen (PSE) et du Parti populaire européen (PPE) a subi des revers, de sorte que la grande coalition informelle que formaient les groupes sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates ne pourra plus obtenir à elle seule la majorité au Parlement européen. La situation observable au niveau national se vérifie de plus en plus au niveau européen. Les vieux partis politiques du centre sont démunis face à ces évolutions. Pour eux, le temps des regrets a sonné depuis longtemps déjà.

Bibliographie

K. Arzheimer (2015), « The AfD: Finally, a Successful Right-Wing Populist Eurosceptic Party for Germany? », *West European Politics*, vol. 38 n° 3, p. 535-556.

K. Arzheimer, C. C. Berning (2019), « How the Alternative for Germany (AfD) and Their Voters Veered to the Radical Right, 2013-2017 », *Electoral Studies*, n° 60, Aufsatz 102040.

S. O. Becker, T. Fetzer et D. Novy (2017), « Who Voted for Brexit? A Comprehensive District-Level Analysis », *CESifo Working Paper*, n° 6438).

N. Berbuir, M. Lewandowsky et J. Siri (2015), « The AfD and Its Sympathisers: Finally, a Right-Wing Populist Movement in Germany? », *German Politics*, vol. 24, n° 2, p. 154-178.

K. Bermann, M. Diermeier et J. Niehues (2017), « Die AfD: Eine Partei der sich ausgeliefert fühlenden Durchschnittsverdiener? », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, n° 1, p. 57-75.

D. Cantoni, F. Hagemeister et M. Westcott (2019), « Persistence and Activation of Right-Wing Political Ideology », *Rationality and Competition, Discussion Paper*, n° 143.

M. Carreras (2019), « What Do We Have to Lose?': Local Economic Decline, Prospect Theory, and Support for Brexit », *Electoral Studies*, n° 62.

H. D. Clarke, M. Goodwin et P. Whiteley (2017), *Brexit: Why Britain Voted to Leave the EU*, Cambridge, Cambridge University Press.

I. Colantone et P. Stanig (2018), « Global Competition and Brexit », *American Political Science Review*, vol. 112, n° 2, p. 201-218.

E. Dal Bó, F. Finan, O. Folke, T. Persson et J. Rickne (2018), « Economic Losers and Political Winners: Sweden's Radical Right », *Manuscript*.

M. Diermeier (2020), « The AfD's Winning Formula – No Need for Economic Strategy Blurring in Germany », *ZBW – Leibniz Information Centre for Economics*.

B. Eichengreen (2018), *The Populist Temptation: Economic Grievance and Political Reaction in the Modern Era*, Oxford, Oxford University Press.

D. Goodhart (2017), *The Road to Somewhere: The New Tribes Shaping British Politics*, Londres, Penguin.

E. Grande et H. Kriesi (2012), « The Transformative Power of Globalization and the Structure of Political Conflict in Western Europe », in H. Kriesi, E. Grande, M. Dolezal, M. Helbling, D. Höglinger, S. Hutter et B. Wüest (dir.), *Political Conflict in Western Europe*, New York, Cambridge University Press, p. 3-35.

C. Guilluy (2015), *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.

C. Guilluy (2018), *No Society. La Fin de la classe moyenne occidentale*, Paris, Flammarion.

L. Haffert (2022a), *Stadt, Land, Frust. Eine politische Vermessung*, Munich, C.H. Beck.

L. Haffert (2022b), « The Long-Term Effects of Oppression: Prussia, Political Catholicism, and the Alternative für Deutschland », *American Political Science Review*, vol. 116, n° 2, p. 595-614.

M. A. Hansen et J. Olsen (2019), « Flesh of the Same Flesh: A Study of Voters for the Alternative for Germany (AfD) in the 2017 Federal Election », *German Politics*, vol. 28, n° 1, p. 1-19.

L. Hooghe et G. Marks (2009), « A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, vol. 39, n° 1, p. 1-23.

L. Hooghe et G. Marks (2017), « Cleavage Theory Meets Europe's Crises: Lipset, Rokkan, and the Transnational Cleavage », *Journal of European Public Policy*.

L. Hooghe, G. Marks et C. Wilson (2002), « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration? », *Comparative Political Studies*, vol. 35, n° 8, p. 965-989.

H.-D. Klingemann et B. Wessels (2001), « The Political Consequences of Germany's Mixed-Member System: Personalization at the Grass Roots? », in M. Soberg Shugart et M. P. Wattenberg (dir.), *Mixed-Member Electoral Systems: The Best of Both Worlds?*, Oxford, Oxford University Press, p. 279-296.

R. Köcher (2023), « Das Vertrauen ist dahin (Institut für Demoskopie Allensbach) », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, n° 220, p. 8.

H. Kriesi, E. Grande, R. Lachat, M. Dolezal, S. Bornschieer et T. Frey (2008a), *West-European Politics in the Age of Globalization*, New York, Cambridge University Press.

H. Kriesi, E. Grande, R. Lachat, M. Dolezal, S. Bornschieer et T. Frey (2008b), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.

M. Laakso et R. Taagepera (1979), « Effective Number of Political Parties. A Measure with Application to West Europe », *Comparative Political Studies*, vol. 12, n° 1, p. 3-27.

H. Lengfeld (2017), « Die „Alternative für Deutschland“: eine Partei für Modernisierungsverlierer? », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 69, n° 2, p. 209-232.

H. Lengfeld (2018a), « Der „Kleine Mann“ und die AfD: Was steckt dahinter? Antwort an meine Kritiker », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 70, n° 295-310.

H. Lengfeld (2018b), « Abstiegsangst in Deutschland auf historischem Tiefstand. Ergebnisse der Auswertung des Sozio-oekonomischen Panels 1991-2016: (Stand septembre 2018) », *Manuscript*.

T. Lux (2018), « Die AfD und die unteren Statuslagen. Eine Forschungsnotiz zu Holger Lengfelds Studie Die „Alternative für Deutschland“: eine Partei für Modernisierungsverlierer? », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 70, p. 255-273.

P. Manow (2016), *Mixed Rules, Mixed Strategies. Candidates and Parties in Germany's Mixed Electoral System*, Essex, ECPR Press.

P. Manow (2018), *Die Politische Ökonomie des Populismus*, Frankfurt am Main, Suhrkamp.

P. Manow (2021), « The Political Economy of Populism in Europe. Hyperglobalization and the Heterogeneity of Protest Movements », *Chatham House Research Paper, Europe Program*, décembre 2021.

P. Manow et H. Schwander (2020), « A Labour-market Explanation for the Success of the Right-wing Populist AfD », *Manuscript*.

P. Manow et H. Schwander (2022), « Eine differenzierte Erklärung für den Erfolg der AfD in Westdeutschland und Ostdeutschland », in H. U. Brinkmann et K.-H. Reuband (dir.), *Rechtspopulismus in Deutschland - Wahlverhalten in Zeiten politischer Polarisierung*, Wiesbaden, Springer VS, p. 163-191.

D. Marin (2010), « Germany's Super Competitiveness: A Helping Hand from Eastern Europe », *VOX - CEPR's Policy Portal*, 20 juin 2010, disponible sur : www.voxeu.org.

G. Marks, L. Hooghe, M. Moira et E. Edwards (2006), « Party Competition and European Integration in East and West - Different Structure, same Causality », *Comparative Political Studies*, vol. 39, n° 2, p. 155-175.

J.-W. Müller (2013), « Militant Democracy », in M. Rosenfeld et A. Sajó (dir.), *Oxford Handbook of Comparative Constitutional Law*, Oxford, Oxford University Press.

A. Reckwitz (2017), *Die Gesellschaft der Singularitäten. Zum Strukturwandel der Moderne*, Berlin, Suhrkamp.

M. Roodujin, S. van Kessel, C. Froio, A. L. P. Pirro, S. de Lange, D. Halikiopoulou, P. Lewis, C. Mudde et P. Taggart (2019), « The PopuList: An Overview of Populist, Far Right, Far Left and Eurosceptic Parties in Europe », disponible sur : <https://popu-list.org/>.

R. Schmitt-Beck (2014), « Euro-Kritik, Wirtschaftspessimismus und Einwanderungsskepsis: Hintergründe des Beinah-Wahlerfolges der Alternative für Deutschland (AfD) bei der Bundestagswahl 201 », *ZParl Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 45, n° 1, p. 94-112.

W. Streeck (2021), *Zwischen Globalismus und Demokratie. Politische Ökonomie im ausgehenden Neoliberalismus*, Berlin, Suhrkamp.

A. Tutic et H. von Hermann (2018), « Sozioökonomischer Status, Deprivation und die Affinität zur AfD – Eine Forschungsnotiz », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 70, n° 2, p. 275-294.

Les dernières publications du Cerfa

- ▀ A. Salles, [Pénurie de main-d'œuvre en Allemagne ? Entre réalité démographique et besoins du marché du travail](#), *Études de l'Ifri*, octobre 2023.
- ▀ K. Kober, [Towards A New European Trade Strategy in Times of Geopolitical Upheaval: The German Perspective](#), *Notes du Cerfa*, n° 176, octobre 2023. (Disponible uniquement en anglais)
- ▀ M. Krpata, A. H. Palermo, [L'accord UE-Mercosur : un trilemme insoluble ? Entre règles de la concurrence, ambitions normatives et diversification des approvisionnements](#), *Briefings de l'Ifri*, octobre 2023. (Disponible en français et allemand)
- ▀ É.-A. Martin, [La fin d'une parenthèse heureuse. Comment la guerre d'Ukraine contraint l'Allemagne à repenser son modèle](#), *Notes du Cerfa*, n° 175, septembre 2023.
- ▀ A. Eisl, [Politique budgétaire en France et en Allemagne : des divergences insurmontables ?](#), *Visions franco-allemandes*, n° 34, septembre 2023. (Disponible en français et allemand)
- ▀ J. Süß, [Entre inertie et ouverture. L'Allemagne réforme son système d'immigration de travail](#), *Notes du Cerfa*, n° 174, juillet 2023.
- ▀ M. Krpata, [L'Europe peut-elle faire l'économie d'une stratégie géologistique face à la Chine ?](#), *Études de l'Ifri*, juin 2023. (Disponible en anglais et français)
- ▀ S. Parthie, [Le plan de soutien du gouvernement allemand aux ménages et entreprises. Comment compenser le double choc énergétique et économique ?](#), *Notes du Cerfa*, n° 173, décembre 2022. (Disponible en français et allemand)
- ▀ M. Krpata, [The European Union Industrial Strategy: Reconciling Competition and Geoeconomic Challenges](#), *Notes du Cerfa*, n° 172, octobre 2022. (Disponible uniquement en anglais)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org